



P
3

BORDEAUX
Pierre Molinier,
le retour en grâce

P
34

LOT-ET-GARONNE
Jus de Marmande,
le plein de vitamines

Avenir de la
FORÊT
DES RAISONS D'ESPÉRER

P
10

SUPPLÉMENT À VOTRE QUOTIDIEN SUD OUEST DU 26/10/2013 (CP N° 0415 C 84477) - SUPPLÉMENT À SUD OUEST DIMANCHE DU 27/10/2013 (CP N° 0415 C 86478) POUR LE BÉARN - NE PEUT ÊTRE VENDU SÉPARÉMENT



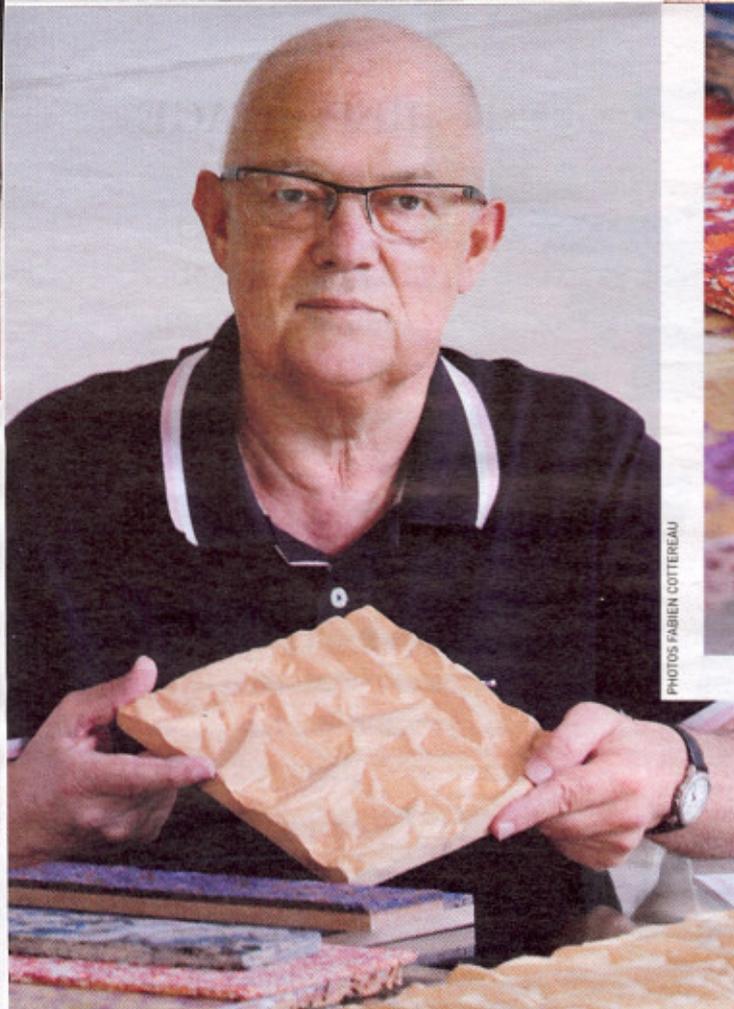
PHOTO NICOLAS LE LIEVRE

BOIS

des raisons d'y croire

« Chaise Pano » :
contreplaqué de bouleau
filmé, assemblage
sans colle ni visserie

© STUDIO LO



PHOTOS FABRIEN COTTEREAU



Christian Colvis, designer industriel et coordinateur du collectif Innovapin. Il travaille sur la transformation du bois et de ses dérivés. Parmi ses réalisations, des panneaux colorés élaborés à base de copeaux de rabotage et de plaquettes de bois dur et utilisés dans les revêtements muraux, l'agencement ou le mobilier



PHOTO MICHEL AMAT

Au sein de la filière bois-forêt d'Aquitaine, Christian Colvis occupe une place à part. Ce petit homme, au crâne lisse et au regard malicieux, promène avec bonne humeur d'entreprises en laboratoires de recherche, mille idées nouvelles en tête. Designer de son état, il est celui qui a apporté la couleur et la fantaisie au parquet et lambris. Mais aujourd'hui, au sein du collectif Innovapin (1) dont il est le coordinateur, il ambitionne ni plus ni moins que de donner à la construction bois en pin maritime, l'indispensable dose de créativité qui permettra son envol.

Ce touche à tout s'est beaucoup investi ces dernières années dans la maison bois modulable. On le retrouve aussi dans le cluster Above qu'anime son complice Gérard Vierge. Above est cette nouvelle

technologie mise au point en Aquitaine qui permet, par l'aboutage (collage) du bois vert au pin maritime d'accéder aux grandes longueurs. Et donc au marché de la construction. C'est le cas, par exemple, des bardages conçus pour l'Institut d'optique d'Aquitaine qui sera inauguré prochainement sur le campus bordelais. Ces bardages ont valu à Christian Colvis un « Tadi », trophée aquitain du design industriel.

Besoin d'un « démonstrateur »

Toujours avec un coup d'avance, il se passionne désormais pour « l'économie circulaire ». Autrement dit, pour faire simple, ce cercle vertueux où le déchet redevient une matière première. Quelques-unes de

ses réalisations, véritables « prototypes », ont été exposées dernièrement à Cap-Sciences et dans le hall du Conseil régional, à Bordeaux. Des panneaux surprenants, colorés, qu'il serait parfois tentant de prendre pour du marbre. « Je suis le premier à faire ça », dit-il avec une petite pointe de fierté.

Sa matière : « les déchets d'industries du bois, les écorces, les pignes, les aiguilles de pin ». Plus tard peut-être, « des palettes en fin de vie ». Pour en faire « des meubles ou objets meublant, des dalles de plancher, des revêtements muraux, des pièces de décoration. » Christian Colvis est satisfait : « Les gens qui ont vu mes panneaux les ont trouvés spectaculaires. » Il y a de quoi en effet. Mais ça ne suffit pas. « Pour que la construction bois en pin maritime

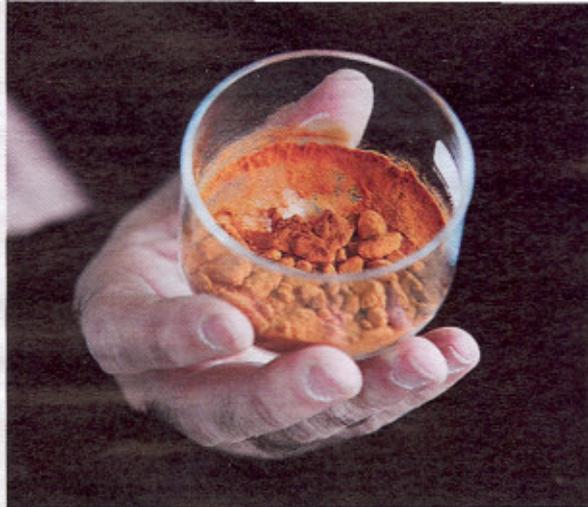


PHOTO LOIC DEQUIER

Illustrations du renouveau de la filière bois : dans la construction, dans l'énergie (granulés pour les chaudières à bois) ou dans la chimie du végétal (transformation d'aiguilles ou d'écorces de pin) avec Biolandes à Labrit (40)



PHOTO DR

REPÈRES

1,8 million d'hectares, la superficie de la forêt d'Aquitaine divisée en trois massifs : Dordogne/Garonne (360 000 ha), Landes de Gascogne (1,2 million d'ha), Adour-Pyrénées (277 000 ha). Ils couvrent 43 % du territoire régional.

31 000, le nombre des salariés de la filière. Le secteur bois-forêt représente environ 10 % de l'emploi industriel de la région.

69,7 millions de mètres cubes, le volume actuel de bois sur pied dans le massif des Landes de Gascogne. Avant les tempêtes de 1999 et 2009, c'était plus du double.

35 millions de mètres cubes, le stock actuel de bois sur pied dans le massif landais issu d'arbres de 40 ans et plus.

10 %, la part de marché de la construction bois.

8 millions de mètres carrés, la production régionale de parquets et lambris. Elle était de 20 millions, il y a moins de dix ans.

400 millions d'euros, l'excédent commercial que dégage la filière bois-forêt d'Aquitaine. Ce chiffre est essentiellement assuré par les papeteries. Au niveau national, la balance commerciale est déficitaire de 6 milliards d'euros.

300 millions d'euros, le montant des investissements des industries du bois depuis 2009.

2 500 euros et en moyenne (il peut être plus bas), le prix d'un hectare forestier. Il faut compter de deux à trois fois plus pour un hectare agricole et de 140 à 520 fois plus pour un hectare de terrain à bâtir.

avance significativement, il lui faudrait un vrai démonstrateur », explique-t-il. Par « démonstrateur », il faut comprendre un bâtiment emblématique bien identifiable qui lui donnerait ses lettres de noblesse. Plusieurs propositions à option bois de pin maritime sont actuellement en compétition dans des concours d'architectes pour de grands projets, ici ou là. Il forme le vœu que l'un d'eux puisse aboutir.

« Matériau vivant »

Les scieries, en tout cas parmi les plus dynamiques, comme Labadie à Roquefort (40), sont en train de s'adapter à ce nouveau marché. C'est le constat que fait Éric Plantier, lui-même scieur à Mimizan (40). Ancien président de la Fédération régio-

nale des industries du bois (Fiba), il préside aujourd'hui le Comité de développement de la filière forêt-bois d'Aquitaine (Codefa). « Même si elle souffre des effets de la crise, tout comme le béton, la construction bois continue de gagner des parts de marché (2). Les architectes s'y intéressent et on commence à avoir un peu de recul par rapport à des bâtiments qui vieillissent bien », se félicite-t-il. La démonstration de l'aptitude au vieillissement est une des clés de son développement.

Selon lui, l'avenir est au pin maritime « bois matériau vivant ». Il y aurait même une certaine urgence si l'on considère l'effondrement du secteur traditionnel du parquet et lambris : « En quatre ou cinq ans nous sommes passé de 20 à 8 millions de mètres carrés. ». C'est la raison pour

laquelle une réflexion sur la modernisation est en cours. « Nous avons un gros travail à faire sur l'image du pin des Landes qui reste encore assez mal perçue », admet Éric Plantier : « Peut-être n'avons-nous pas su faire évoluer le produit autant qu'il aurait fallu. » Il rejoint Christian Colvis quand il parle de « repositionnement sur de la déco haut de gamme ».

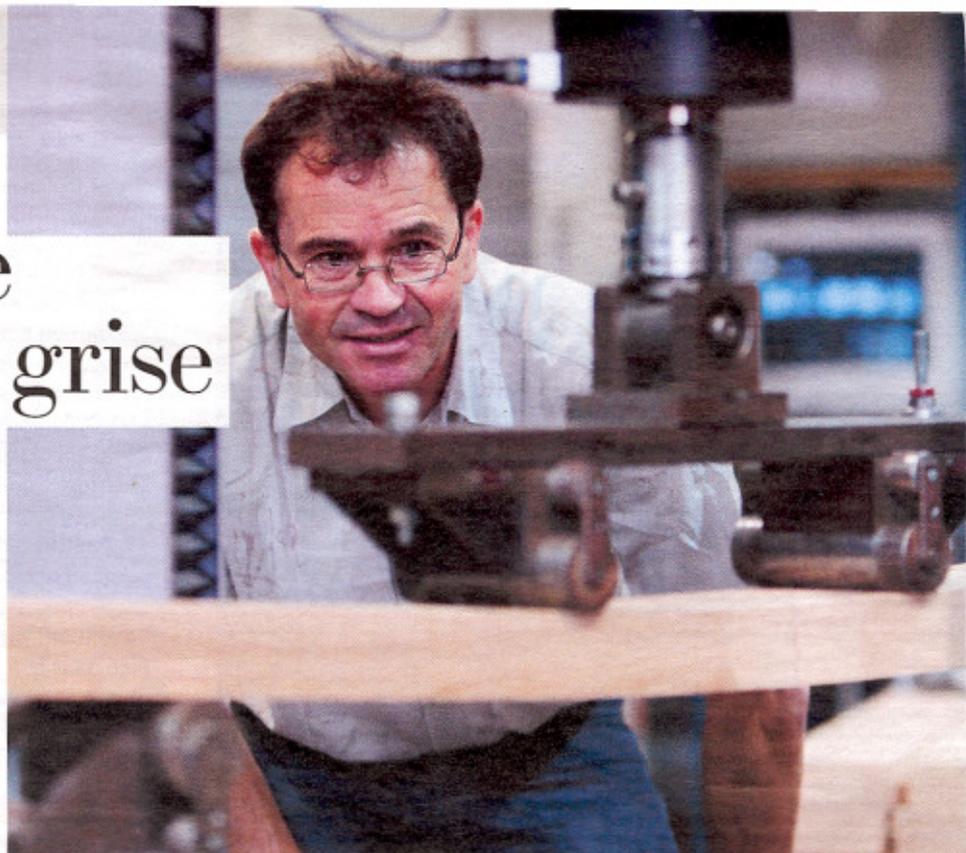
Mais autant que la construction, le président du Codefa estime que le marché de la rénovation qui s'ouvre grâce à l'évolution de la réglementation et au soutien de l'État, offre aussi un champ de possibilités : « Nous avons des atouts à faire valoir en matière de rénovation thermique et acoustique. » Et puis il y a le bois énergie, secteur émergent, qui suscite néanmoins du débat car il crée une certaine tension sur la res-

Une affaire de matière grise

L'avenir de la forêt passe par la recherche. Exemple à l'Institut I2M à Talence

Entre l'Inra, le FCBA (centre technique du bois), les universités de Bordeaux et des Pays de l'Adour, la filière bois-forêt d'Aquitaine dispose d'un tissu important de laboratoires et de chercheurs (plus de 200 !). Leur compétence dépasse ses strictes limites géographiques pour embrasser des problématiques qui concernent toute la façade atlantique. Loin de travailler de façon cloisonnée, ces laboratoires fonctionnent en interaction.

L'État, la Région, l'Europe investissent dans cette « matière grise » dont la filière a besoin, éprouvée qu'elle est par les tempêtes de 1999 et 2009, mais aussi confrontée à de nouveaux défis dans les domaines du bois construction, du bois énergie, de la chimie verte. Sous le chapeau de « Xyloforest » (« xylo » signifie bois en grec), projet coordonné par Jean-Michel Carnus (Inra), six plateaux techniques ont été financés par l'État en 2011 au titre des « investissements d'avenir ». Soit un peu plus de 10 millions d'euros qui permettent, petit à petit, aux « laboratoires d'excellence » d'accéder aux équipements et matériels les plus pointus. « Xylosylve » se consacre aux systèmes sylvicoles innovants ; « Xylobiotech » aux biotechnologies forestières ; « Xylomic » s'intéresse à la génomique et au phénotypage des arbres ; « Xyloplate » aux matériaux avancés pour la construction bois ; « Xylomat » se concentre sur les composites à partir de bois et de liants naturels, et « Xylochem » sur la chimie et la bioraffinerie du bois. La Région finance pour sa part les bâtiments. Sur le campus bordelais, à Talence, celui qui abrite



Denys Breysse, responsable du département bois à l'Institut de mécanique et d'ingénierie sur le campus universitaire de Talence

le département Génie civil et environnemental de l'Institut de mécanique et d'ingénierie de Bordeaux (I2M) est tout récent. Même si l'activité qu'il abrite touche aussi à d'autres matériaux, c'est le bois qui le symbolise.

« Notre rôle est de produire des connaissances pour dégager des règles », explique Denys Breysse, professeur d'université et responsable du département. Par exemple : « Affiner les méthodes de classement du bois ». C'est à l'aide de puissants outils optiques développés par la recherche aéronautique que l'on traque désormais ici le moindre défaut d'alignement des fibres. Il est assez fier aussi d'un équipement nouvellement acquis : une presse à mur. « On peut charger les panneaux en vraie grandeur en simulant des étages supérieurs d'un immeuble en bois. On teste ainsi sa résistance sismique. »

Complexité

Une autre machine aide à « comprendre les effets du climat sur le bois ». Voir comment des petites fissures résistent ou bien s'aggravent à travers le temps

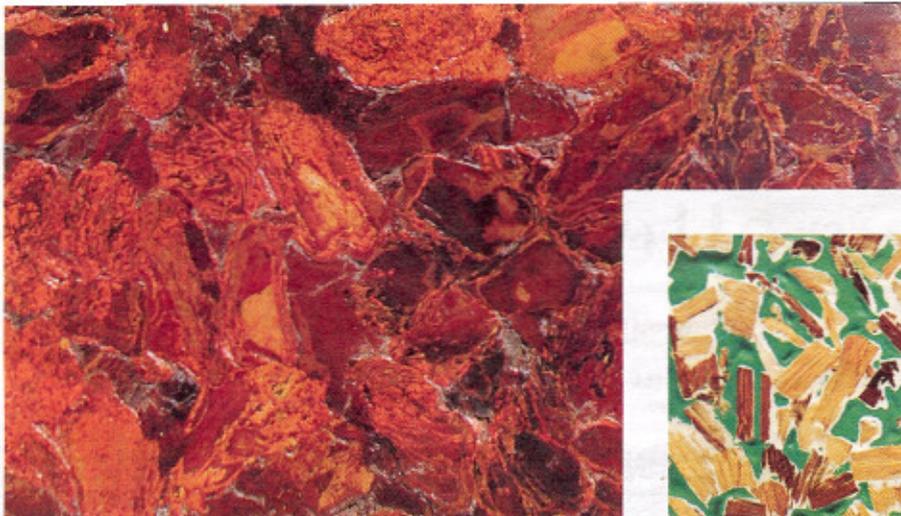
sous les effets de l'humidité, de la chaleur, de la sécheresse ». C'est au Département génie civil et environnemental d'I2M que l'on teste le « collage bois vert », le fameux procédé « above » développé en Aquitaine et qui permet au pin maritime d'accéder aux grandes longueurs pour sur le marché du bois construction.

Au total, dans ce département, « 20 chercheurs dont 7 doctorants travaillent sur le bois », souligne Denys Breysse. Le comportement du bois au feu, l'évaluation (avec l'Inra) de la capacité des arbres à résister à des vents extrêmes, les effets de fluage (déformation), le retour des pieux en bois dans la fondation des édifices, l'élaboration d'une méthodologie pour optimiser la construction d'immeubles de plusieurs étages en bois (1), sont autant de sujets d'études. Ces recherches se font en lien avec les pouvoirs publics et les entreprises, le plus souvent sous le chapeau du pôle de compétitivité Xylofutur, qui a labellisé 123 projets « collaboratifs » depuis sa création en 2005.

(1) Avec Nobatek, centre de ressources technologiques.

Écorces, plaquettes de bois dur et aiguilles de pins : des matériaux utilisés dans l'écodesign. Ci-contre, un panneau décoratif d'écorces de Christian Colvis. Ci-dessous, un autre, fait à partir de plaquettes de bois et un matelas d'aiguilles de pin, excellent isolant thermique ou phonique.

© COLLECTIF INNOVAPIN



► source entre les différentes activités industrielles du massif. « À nous de savoir utiliser la nature au mieux », tranche Éric Plantier.

Énergie et proximité

À Fumel, dans le Lot-et-Garonne, le bois énergie est une réalité et s'impose déjà comme un nouveau modèle économique. La société d'économie mixte Fumel Énergie durable repose sur un partenariat public-privé original qui allie la Communauté des communes (51 %) et deux entrepreneurs privés, l'exploitant forestier Bernard Marès et le scieur Philippe Castagnié. Initié en 2006, le projet est opérationnel depuis 2011. En 2012, la SEM a fabriqué 4 800 tonnes de plaquettes de bois pour

un chiffre d'affaires de 244 000 euros. La plate-forme alimente des industries, des serres agricoles, des chaufferies d'établissements publics de santé et de loisirs, quelques particuliers.

« Notre projet est taillé pour 20 000 tonnes et nous pensons pouvoir les atteindre rapidement », assure Marine Bédril, chargée de mission développement économique à Fumel communauté. L'approvisionnement d'un gros réseau de chaleur à Agen, notamment, devrait le permettre. La plaquette est vendue de 65 à 85 euros la tonne quand elle est sèche, autour de 45 euros la tonne quand elle est humide. La plate-forme n'a pas de salariés en propre, mais génère 16 emplois directs et 45 emplois indirects. « Au départ, c'était un pari », concède Marine Bédril, « mais

aujourd'hui tout le monde est ravi ».

La ressource provient de la forêt fuméloise, soit 11 000 hectares au sein du massif Dordogne-Garonne. Ici, pas de concurrence d'usage : « les industries locales, les parquets Marty en particulier, étaient en difficulté et n'utilisaient plus de bois », explique-t-elle. Fumel Énergie durable a donc pris le relais. L'aménagement du site de 8 000 mètres carrés et son équipement (dont un broyeur à couteaux) ont nécessité un investissement de 1 million d'euros, aidé à plus de 60 % par du financement public. « La rentabilité n'est pas encore au rendez-vous mais elle devrait être atteinte en 2014 », assure la jeune femme. Fumel Énergie durable, qui a reçu le label Pôle d'excellence rurale (PER), se définit avant tout comme un « service de proxi- ►

La Dordogne attend son heure

De tous les départements du Sud-Ouest, c'est elle qui dispose aujourd'hui du plus important stock de bois sur pied

En Dordogne, la forêt occupe 418 000 hectares, soit 45 % du territoire départemental. Elle appartient à plus de 100 000 propriétaires. De fait, si l'on excepte le massif organisé de la Double (qui déborde sur la Charente, la Charente-Maritime et la Gironde), le morcellement de la propriété, souvent en petites parcelles de 1 hectare à 4 hectares, constitue un obstacle à son exploitation. Philippe Flamant, président d'Interbois, l'interprofession bois-forêt du Périgord, tempère : « On a ici des gens qui savent boucler des marchés, et si un scieur veut s'installer chez nous, il trouvera de quoi s'approvisionner. » N'empêche, la forêt de Dordogne ne cesse de grandir. Son accroissement annuel se situe autour de 2 millions de mètres cubes alors que la récolte plafonne à 600 000, contre 1,2 million avant la tempête de 1999. Mais elle dispose aussi d'un véritable trésor : 58 millions de mètres cubes de bois sur pied, le plus gros stock disponible de tous les départements du Sud-Ouest. Certes, pas forcément toujours très accessible, mais tout de même. Le châtaignier peuple la moitié des surfaces, l'autre moitié se partage entre le chêne et le pin maritime.

Opportunités landaises

« L'engouement actuel pour le bois », comme le dit Philippe Flamant, « est porteur d'espoir d'une relance de l'activité ». La récente décision de François Hollande d'inclure la filière forêt-bois parmi les 34 priorités de son plan de relance industriel est également reçue ici comme un encouragement. Et puis, on ne le dit pas trop fort, la baisse de la ressource dans le massif forestier voisin des Landes de Gascogne (1) entre 2015 et 2025 peut ouvrir à la forêt de



En Dordogne, la forêt occupe 45 % du territoire départemental et appartient à plus de 100 000 propriétaires

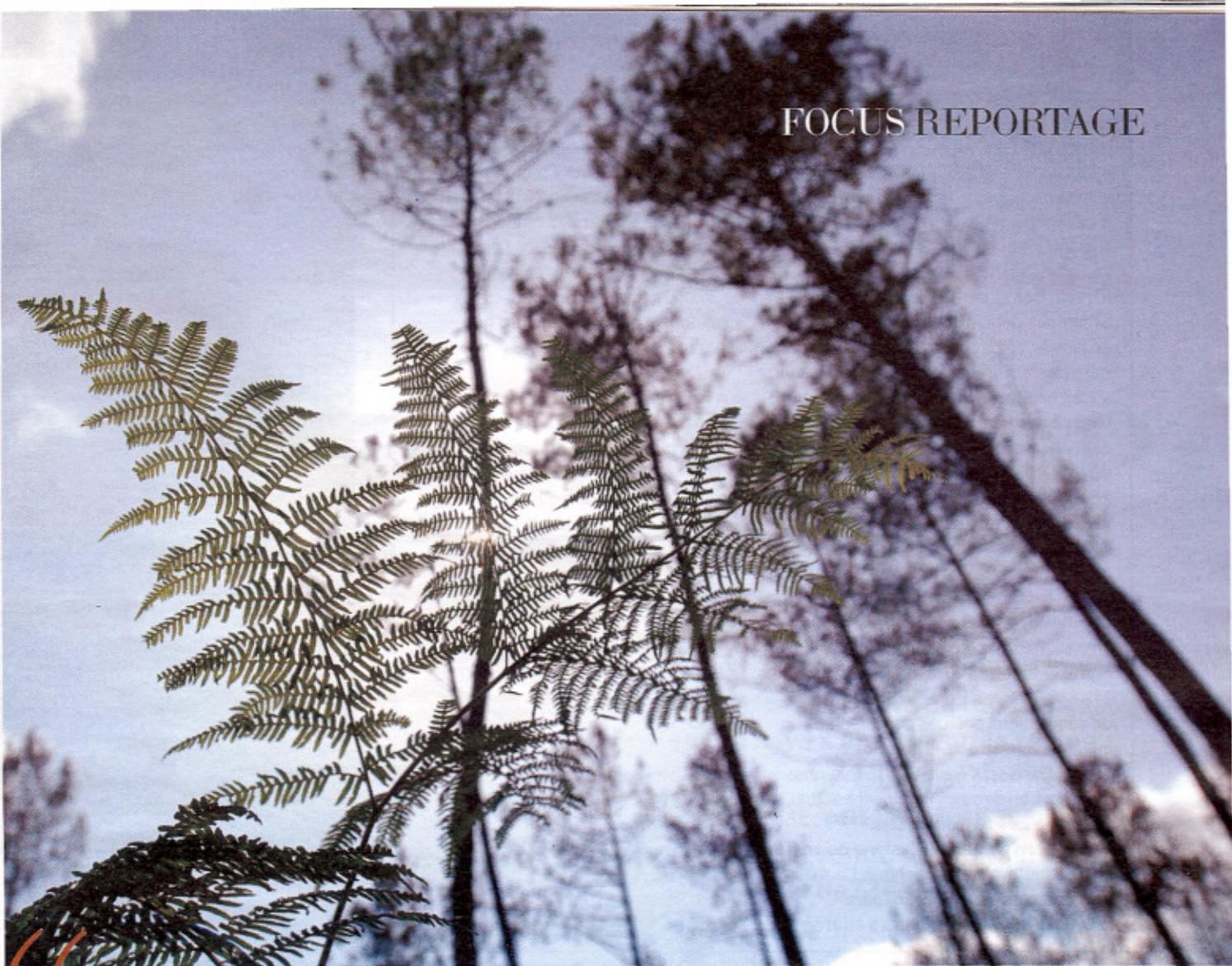
Dordogne de nouvelles opportunités. « On compte effectivement sur la rareté à venir de l'offre de bois dans le massif landais, mais rien n'est joué », commente prudemment le président d'Interbois Périgord. En fait, explique-t-il, « tout dépendra de la demande ».

Marché du carbone

Pour trouver de nouveaux débouchés, alors que le nombre de scieries a beaucoup diminué dans le département ces dernières années, il faudra s'adapter. « Le coût du transport, même si la Dordogne est aujourd'hui moins enclavée qu'elle ne l'a été, rend notre bois peu concurrentiel, nous devons travailler

sur la logistique », affirme Philippe Flamant. L'axe retenu reste de « se concentrer sur le sciage ». Sans oublier d'autres voies comme le bois énergie pour lequel les taillis sous futaie et les châtaigniers déperissants sont un précieux gisement. Mais la clé reste la « valorisation » pour le propriétaire forestier, de nature à l'inciter à s'investir davantage en tant que sylviculteur. L'innovation sylvicole et l'évolution fiscale font partie des solutions. Pour sa part, Philippe Flamant mise aussi sur une valorisation par le marché carbone encore balbutiant.

(1) Baisse due aux effets de la tempête Klaus de 2009 et à l'épuisement des chablis sur les aires de stockage.



La forêt des Landes de Gascogne ne propose plus que 5 millions de mètres cubes par an, alors que les industries en consomment 8 millions

Après les tempêtes de 1999 et 2009, la forêt des Landes a perdu la moitié de son potentiel de bois sur pied

► mité » qui n'utilise que du bois « propre » récolté dans un rayon qui ne dépasse pas les soixante kilomètres.

L'option chimie verte

La chimie du végétal qui s'inscrit dans le cadre de la chimie verte remplace des ressources fossiles par des plantes, dont les arbres, pour fabriquer des produits chimiques. Elle est aussi un axe de développement pour la filière forêt bois régionale. Plusieurs belles entreprises s'inscrivent sur ce créneau comme Biolandes à Labrit (40), DRT à Vielle-Saint-Girons (40) et Tembec à Tartas (40). Cette dernière, qui appar-

tient à un groupe canadien, a transformé l'ancienne papeterie de Saint-Gobain en bioraffinerie. Des « celluloses de commodités », la fameuse pâte « fluff » dont on faisait notamment des couches pour bébé, elle est passée aux « celluloses de spécialités ». Il s'agit de celluloses de haute pureté destinées au marché des éthers utilisés dans les domaines les plus variés : agroalimentaire, pharmacie, cosmétiques, vernis, peintures... Pour réaliser environ 150 000 tonnes de produits par an, Tembec utilise 750 000 tonnes de bois dit « d'industrie » (rondins d'éclaircie, déchets de scierie, etc.). « C'est un choix que nous ne regrettons absolument pas », indique

Christian Ribeyrolle, vice-président exécutif : « malgré une petite baisse d'activité liée à la conjoncture économique, notre rentabilité reste correcte et notre stratégie la même, il n'y a pas lieu d'en changer ». Aujourd'hui, Tembec, qui réalise 140 millions d'euros de chiffre d'affaires, est un leader mondial dans son domaine.

[1] *Innovapin est une association qui promeut « l'usage créatif, rationnel et durable du bois de pin dans le quotidien ».*

[2] *Actuellement 10 %. L'objectif de 20 % à moyen terme lui paraît raisonnable.*

REBOISEMENT : LES FORESTIERS RELÈVENT LE DÉFI

« La capacité de résilience de ce massif est exceptionnelle. » La phrase vient d'un fonctionnaire de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (Dreal). Elle illustre la performance accomplie depuis la tempête du 24 janvier 2009, alors que dans les mois qui avaient suivi la catastrophe on s'était beaucoup interrogé sur la volonté des forestiers, dont le moral était au plus bas, de relever le défi du reboisement. Sur les 220 000 hectares sinistrés en Aquitaine par le vent et plus tard par les insectes ravageurs scolytes, 141 000 hectares ont été nettoyés à ce jour et 66 000 hectares déjà replantés. Plus significatif, les dossiers déposés pour être éligible au plan chablis représentent une superficie de 193 840 hectares. L'enveloppe globale de subventions prévues dans le plan initial du ministre de l'Agriculture, Michel Barnier, s'élevait à 415 millions d'euros. L'an dernier, le ministre actuel, Stéphane Le Foll, l'a portée à 475 millions d'euros. On estime qu'en 2016 le nettoyage sera achevé. Lors de sa récente assemblée générale, le Syndicat des sylviculteurs a affirmé

néanmoins qu'il faudra prolonger le plan chablis jusqu'en 2018 (au lieu de 2017), en lui ajoutant 75 millions d'euros. Ceci pour atteindre l'objectif du reboisement au rythme soutenu de 30 000 hectares par an. Cette « rallonge » n'est pas aujourd'hui assurée.

« À l'arbre près »

Depuis le 24 janvier 2009, le leitmotiv des pouvoirs publics, notamment régionaux et départementaux (Landes, Gironde), a été de dire que le massif devait être « reconstitué à l'arbre près ». C'est encore le discours qui prévaut aujourd'hui. Le temps suit son cours. Alors que la forêt est en train d'être nettoyée et replantée, les stocks de bois de tempête qui assuraient l'équilibre de l'approvisionnement des industries s'amenuisent. À partir de 2015-2016, et pour une bonne dizaine d'années, c'est avec une autre réalité qu'il faudra composer. La forêt des Landes de Gascogne, qui a perdu la moitié de son potentiel de bois sur pied, ne propose plus que 5 millions de mètres cubes par an, alors que les industries en consomment 8 millions. Un nouveau défi à relever.



PHOTO PHILIPPE SALVAT

Reboisement forestier par la Coopérative agricole et forestière Sud Atlantique : sur les 220 000 hectares sinistrés en Aquitaine, 66 000 ont déjà été replantés



PHOTO LOIC DEQUER